



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RAPPORT D'ACTIVITE 2023 DE TRACFIN, SERVICE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER

Montreuil, le 31/07/2024

En 2023, une activité soutenue, des risques récurrents et de nouvelles tendances

Après un premier tome publié en avril 2024 et consacré à l'activité déclarative des professions assujetties à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme qui ont transmis à Tracfin plus de 186 000 déclarations de soupçon en 2023, Tracfin rend publiques les deuxième et troisième parties de son rapport d'activité 2023.

Le tome 2 est consacré à l'activité de Tracfin qui a transmis plus de 8 600 informations à ses différents partenaires en 2023. Sous forme de notes d'analyses individualisées ou de signalements globalisés, le service a ainsi transmis 4 420 informations aux services de lutte contre la fraude fiscale, sociale et douanière, 1 688 informations aux services de renseignement et 561 informations à l'autorité judiciaire. Le flux est aussi constitué d'informations adressées à d'autres administrations (1 162) et aux cellules de renseignement financier étrangères (846).

L'activité 2023 de Tracfin a également été marquée par **une forte hausse de l'utilisation du droit dont le service dispose pour s'opposer à la réalisation d'une opération financière suspecte** (132 en 2023, contre 124 entre 2017 et 2022). Cette évolution s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie mise en œuvre afin de lutter plus efficacement contre les sociétés éphémères, vecteurs de blanchiment et de fraudes multiples, en permettant la saisie pénale de leurs avoirs.

Le tome 3 présente une série de 17 cas typologiques et de critères d'alerte qui illustrent les grandes tendances de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme observés par Tracfin en 2023 et au début de l'année 2024, qu'elles soient récurrentes ou émergentes. Présenté en abécédaire, il vise ainsi à donner une image, non exhaustive, de l'actualité de la criminalité financière et de ses circuits.

Tracfin a notamment voulu mettre en lumière les risques spécifiques liés à différents secteurs économiques, mais aussi à certaines zones géographiques, comme les territoires ultra-marins. De la même manière, l'importante contribution de la France au budget de l'Union européenne oblige à prêter attention aux risques de fraude liés à l'allocation des fonds communautaires. En outre, le contexte géopolitique actuel et l'émergence de nouvelles technologies, telle que la *blockchain*, sont autant d'éléments à prendre en compte par les déclarants pour la bonne compréhension des enjeux de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT).

Consulter les documents :

- [Tome 2 : L'activité de Tracfin - Bilan 2023](#)
- [Tome 3 : LCB-FT : état de la menace 2023-2024](#)

Tracfin est le service de renseignement financier de Bercy, appartenant au premier cercle de la communauté du renseignement, placé sous l'autorité de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et de Thomas Cazenave, ministre délégué chargé des Comptes publics.

En tant que service d'investigation à vocation opérationnelle, Tracfin participe à la construction d'une économie responsable, facteur d'attractivité et de compétitivité de l'économie française. Ses capteurs financiers lui permettent aujourd'hui d'exercer trois missions prioritaires : la lutte contre la criminalité économique et financière, la lutte contre la fraude aux finances publiques et la défense des intérêts fondamentaux de la Nation, notamment en matière de lutte contre le financement du terrorisme et les ingérences criminelles.

Tracfin

01 57 53 27 88

communication.tracfin@finances.gouv.fr